

MINISTRE DES FINANCES

N° 00035

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N° 00035/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/2023 DU 12 SEPT 2023 POUR LE RECRUTEMENT D'UN
AUDITEUR INDEPENDANT EN VUE DE MENER UN AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROGRAMME DE
CONSOLIDATION ET DE PERENNISATION DU CONSEIL AGROPASTORAL (PCP—ACEFA) POUR LES
EXERCICES 2023 A 2024 ET CLOTURE

FINANCEMENT : Convention CCM 1278 01 S, ligne « Audits Supervision, Communication, Consultants ».

1. Contexte :

Le cadre juridique

Le Programme de Consolidation et de Pérennisation du conseil agropastoral (PCP—ACEFA) est mis en œuvre depuis 2017 pour une durée de 60 mois suivant la convention d'affectation n° CCM 1397 03 W signée le 14 juillet 2017 pour un montant de 62,3 milliards de FCFA. Un avenant signé du 03 Août 2022 proroge la date limite d'utilisation des fonds au 31 décembre 2024. Après les deux phases successives ayant permis de tester son dispositif à une échelle pilote, puis à une échelle nationale, le PCP- ACEFA constitue une opportunité de transition cohérente, avec l'évolution institutionnelle du Cameroun et la nécessaire transformation du dispositif existant, vers une véritable modernisation du secteur agricole dans ses axes fondamentaux de conseil aux Exploitants Familiaux Agricoles et d'appui aux projets productifs.

Le Programme est mis en œuvre par une Coordination Nationale, placée sous la tutelle conjointe du MINADER et du MINEPIA et sous la supervision technique et budgétaire d'un Comité de Pilotage. Les activités du Programme sont organisées autour de quatre composantes dont trois composantes techniques.

La mise en œuvre des activités du Programme se traduit en exécution budgétaire dont les comptes doivent être arrêtés et certifiés au terme de chaque exercice budgétaire conformément aux engagements pris par le Gouvernement du Cameroun à travers la Convention d'Affectation sus citée.

Dans ce cadre, un cabinet d'experts comptables agréé par l'ONECCA sera sélectionné aux fins de réaliser la mission d'audit comptable et financier du Programme. C'est pourquoi un appel d'offre restreint sera lancé pour recruter le cabinet d'audit chargé de réaliser cette mission.

Résumé des objectifs du Programme

Finalité : améliorer durablement la productivité et le revenu d'un million d'exploitations agricoles familiales à l'horizon 2035, 500 000 à l'horizon 2025, 350 000 à l'horizon 2022.

Objectif général : institutionnaliser le dispositif de conseil mis en place par ACEFA, cogéré et cofinancé par la Profession, l'Etat et les bailleurs de fonds, capable d'offrir un service de conseil technico-économique adapté aux besoins des exploitations familiales et des organisations de producteurs.

Objectifs spécifiques sur la période 2017-2022 :

- Améliorer la gestion technique et économique de 350 000 exploitations (individuelles et organisées) et les capacités des organisations de producteurs (OP) à rendre des services à leurs membres ;
- Promouvoir l'entrepreneuriat agricole et augmenter la production et la transformation dans les filières ;

- Mobiliser la profession et les filières agricoles dans la gouvernance et le financement du conseil pour, à l'horizon 2022, a) créer une Agence de conseil, b) poursuivre et élargir la cogestion en intégrant de nouveaux acteurs tels que les filières organisées, c) rééquilibrer le financement du service de conseil entre l'Etat et ses bénéficiaires.

La Coordination du programme

Composante 1 : Consolidation et amélioration du dispositif national de conseil agropastoral

Il s'agit de maintenir le **service de conseil** mis en place par ACEFA tout en effectuant les changements nécessaires à l'amélioration de l'impact en termes de nombre de bénéficiaires et de résultats économiques (productivité, revenus). Pour le service de conseil il s'agit d'apporter : aux exploitations familiales et aux organisations de producteurs un accompagnement de type « aide à la décision » leur permettant, respectivement, de mieux maîtriser la conduite de leurs exploitations et de rendre des services à leurs membres (approvisionnement, transformation, commercialisation, etc.).

Composante 2 : Financement des projets d'entrepreneuriat agricole et approvisionnement des filières

Il s'agit d'apporter un soutien financier sous forme de **subventions aux projets d'investissements** portés par les organisations de producteurs ayant un impact direct sur les revenus des EFA et leur compétitivité, et sur les filières.

Composante 3 : Préparation de l'institutionnalisation du dispositif, de l'élargissement de sa cogestion et de son cofinancement

Il s'agit de :

- Réaliser la faisabilité technique, institutionnelle, juridique de la mise en place d'une « agence nationale du conseil agropastoral » et préparer sa création ;
- Mobiliser les principales filières pour participer à la gouvernance et au financement de cette nouvelle structure ;
- Poursuivre le renforcement de la profession agricole.

Composante 4 : Coordination, gestion et suivi-évaluation

Le Programme sera réalisé par une Coordination nationale¹ chargée d'assurer la supervision générale, la gestion administrative, financière et comptable, le suivi et l'évaluation ; ainsi que la conduite de toute étude commanditée par lui-même.

Le circuit financier :

La gestion administrative et financière est décentralisée dans les Coordinations régionales pour assurer une meilleure efficacité. La passation des marchés publics et l'acquisition des équipements est assurée par la Coordination nationale.

Les fonds transitent par quatre comptes spéciaux ouverts dans une banque commerciale sous le contrôle de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA). Ces comptes permettent de régler les dépenses engagées au niveau de la Coordination nationale du Programme et l'approvisionnement des comptes auxiliaires ouverts dans des banques commerciales au niveau de chacune des régions concernées par le Programme

Indiquer les conditions de lancement de cet audit. Il convient ici de rappeler les termes de la convention relatifs à la réalisation d'audits et d'inspections et de préciser sur quelle base se déroule cet audit : audit prévu dans la convention de financement, audit complémentaire suite à un évènement, soupçons de fraude ou de corruption (avec validation en amont de DCO pour préserver la conduite des investigations), etc...

2. Objet :

Le Ministre des Finances, Maître d'Ouvrage du volet Pilotage, lance un Appel à Manifestation d'Intérêt auprès des cabinets inscrits à l'Ordre National des Experts Comptables du Cameroun en vue de la présélection des prestataires spécialisés en prévision d'un Appel d'Offres sur liste restreinte pour le recrutement d'un auditeur indépendant en vue

de mener un audit comptable et financier du Programme de Consolidation et de Pérennisation du Conseil Agropastoral « PCP-ACIFA » pour les exercices 2023 à 2024 et Clôture.

L'appel d'offres ultérieur sera organisé dès l'adoption de la liste restreinte et conduira à la sélection du cabinet de consultants pour la réalisation des prestations suscitées.

Les groupements comprenant des cabinets dont au moins l'un d'eux est inscrit à l'ONECCA, sont autorisés.

3. Participation :

La participation au présent Avis est ouverte aux structures de prestation de services spécialisées dans la réalisation des audits des projets et programmes de développement.

4. Critères de qualification :

Cette consultation est ouverte aux candidats ayant une bonne connaissance de l'administration camerounaise, du contexte de l'allègement de la dette et disposant de :

- une expertise confirmée et d'excellentes références en matière d'audit/évaluation projets et programmes dans les pays du sud et en particulier en Afrique Sub-Saharienne ;
- personnel nécessaire ou s'engager à en recruter pour les prestations à exécuter.

5. Financement :

Les prestations, objet du présent avis, sont financées par la Convention de financement (CCM 1278 01S), ligne « Audits, Supervision, Communication, Consultants ».

6. Dossier de Candidature :

Les candidats intéressés par cet Appel à Manifestation d'Intérêt devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux volumes:

6.1 Volume 1 (Pièces administratives)

- Une lettre de motivation dûment signée, datée et timbrée au taux en vigueur par le candidat ;
- L'original de l'attestation de non redevance délivrée par le service des impôts compétent ;
- L'original de l'attestation de non faillite établie par l'autorité compétente du domicile du consultant datant de moins de trois (3) mois à la date de remise des offres ;
- L'original de l'attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par le Directeur Général de l'ARMP ou par un responsable ;
- La déclaration d'intégrité signé (disponible dans sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>) ;
- l'accord de groupement (en cas de groupement) ;
- les pouvoirs du mandataire (en cas de groupement).

NB : Tous les cabinets constituant un groupement devront fournir individuellement les pièces citées ci-dessus.

6.2 Volume 2 (Dossier technique)

6.2.1 La liste du personnel d'encadrement

Pour la réalisation de cette mission d'audit, le cabinet devra présenter six experts donc un chef de mission et trois seniors et 2 juniors présentant les compétences en matière d'audit comptable.

Le personnel clé de la mission permanente d'audit comptable et financier doit comprendre au moins :

- Un chef de mission, Expert-comptable, ayant au minimum le Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures niveau BAC + 5 en comptabilité, justifiant d'au moins 10 ans d'expérience en matière d'audit comptable et financier des programmes et projets. Il disposera d'une bonne connaissance des procédures de gestion

des programmes et projets financés par des bailleurs internationaux, et des procédures de passation et de réalisation des marchés publics.

- Trois (3) auditeurs seniors, ayant au moins un niveau BAC + 5 en comptabilité, contrôle et audit, et justifiant d'une expérience en audit financier et comptable. Une bonne connaissance des procédures camerounaises de passation et de réalisation des marchés publics sera un atout.
- Deux auditeurs juniors d'un niveau minimum de BAC plus 4 en comptabilité, contrôle et audit et justifiant d'une expérience en audit financier et comptable.

D'une manière générale, les experts devront avoir une bonne maîtrise orale et écrite de l'une des langues officielles (Anglais ou/et français) de l'Etat du Cameroun et des aptitudes dans la seconde.

Le Cabinet fournira la liste du personnel d'encadrement, accompagnée de la pièce suivante, pour chaque expert, datées de moins de trois (03) mois :

- attestation de disponibilité signée sur l'honneur par l'expert concerné.

6.2.2 Les références du Candidat

Les cabinets présenteront au moins dix références dans les prestations d'audit des projets ou programme public ou privé réalisées en Afrique sub-saharienne au cours des trois dernières années.

N.B. : Pour être validée, chaque référence en prestation d'audit devra être justifiée par la photocopie du procès-verbal de réception finale, ou du certificat de bonne fin délivré par le Maître d'Ouvrage ou ses services ou l'attestation de main levée de la caution de bonne fin.

Seront privilégiées, les références provenant des administrations publiques ou concessionnaires (ministères, communautés urbaines, organismes parapublics etc).

7. Remise des dossiers :

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais seront déposés en quatre (04) copies dont (01) original et trois (03) copies marquées comme tels (« copie ») sous pli fermé et scellé au STADE-C2D s/c du Ministère des Finances sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, au plus tard le **12 OCT 2023** à 15 heures. Le dossier de candidature comportera également une **version numérique de l'offre**, déposée sur une clé USB ou un CD-rom. Les dossiers de candidature devront porter la mention suivante :

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N° 00035

12 SEPT 2023

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN
AUDITEUR INDEPENDANT EN VUE DE MENER UN AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER DU PROGRAMME DE
CONSOLIDATION ET DE PERENNISATION DU CONSEIL AGROPASTORAL (PCP—ACEFA) POUR LES
EXERCICES 2023 A 2024 ET CLOTURE.**

« NB : A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

8. Etude des dossiers et publication des résultats :

Les dossiers enregistrés seront examinés par une commission technique mise en place par le MINFI.

9. Evaluation des offres

Les critères d'évaluation des dossiers porteront sur :

9.1 - Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative ;

- Présence de documents falsifiés dans le dossier de candidature ;
- Note technique inférieure à 80 pts/100.

9.2 - Critères essentiels

- Références du Cabinet dans la réalisation des prestations similaires d'audit dans les pays du Sub-sahariens au cours des trois (03) dernières années - 60 pts (06 pts/référence, soit 10 références distinctes au total) :
- Profil des experts permanents du Cabinet correspondant au domaine de la mission (40 pts) :
 - ✓ Un chef de mission, Expert-comptable, ayant au minimum le Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures niveau BAC + 5 en comptabilité, justifiant d'au moins 10 ans d'expérience en matière d'audit: comptable et financier des programmes et projets. Il disposera d'une bonne connaissance des procédures de gestion des programmes et projets financés par des bailleurs internationaux, et des procédures de passation et de réalisation des marchés publics (15 points).
 - ✓ Trois (3) auditeurs seniors, ayant au moins un niveau BAC + 5 en comptabilité, contrôle et audit, et justifiant d'une expérience en audit financier et comptable. Une bonne connaissance des procédures camerounaises de passation et de réalisation des marchés publics sera un atout (5 points chacun).
 - ✓ Deux auditeurs juniors d'un niveau minimum de BAC plus 4 en comptabilité, contrôle et audit et et justifiant d'une expérience en audit financier et comptable (5 points chacun)

NB : les cabinets de consultants qui auront totalisé à l'issue de l'évaluation une note technique au moins égale à quatre-vingt (80) sur cent (100) seront retenus pour participer à l'Appel d'Offres National Restreint (AONR). Si plus de six cabinets obtenaient une note supérieure à 80 sur 100, seuls les six premiers seront sélectionnés pour l'AONR.

10. Renseignements complémentaires :

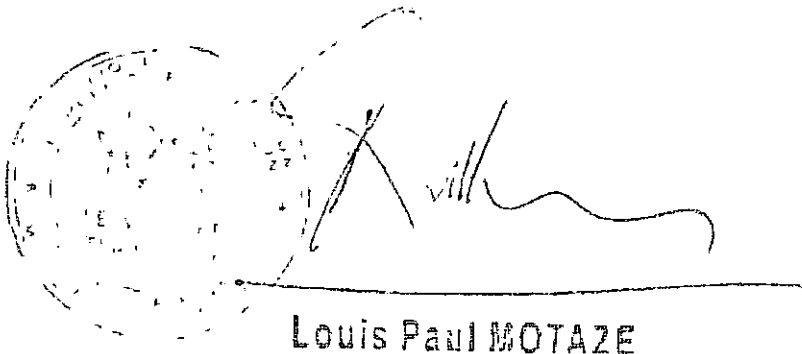
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Finances – STADE- C2D, sis à Nlongkak face OMS au RDC de l'immeuble OYILI, BP : 33232 Yaoundé, Tél. : (237) 22 20 30 58, Email : minfi_c2d_stader2d@yaounde.cm

Yaoundé, le 12 SEPT 2023

LE MINISTRE DES FINANCES
MAITRE D'OUVRAGE DU C2D PILOTAGE

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET (pour publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE



LOUIS PAUL MOTAZE

MINISTRY OF FINANCE

N° 000035

NOTICE OF CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST
/AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/ 2023 OF 12 SEPT 2023 FOR THE
SELECTION OF AN INDEPENDENT AUDITOR TO CONDUCT AN ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT
OF THE AGRO-PASTORAL ADVISORY CONSOLIDATION AND SUSTAINABILITY PROGRAM (PCP—
ACEFA) FOR THE 2023 TO 2024 FINANCIAL YEARS AND CLOSING.

FUNDING: Agreement CCM 1278 01 S, line “Audits Supervision, Communication, Consultants”.

1. Context:

The legal framework

The Agropastoral Advisory Consolidation and Sustainability Program (PCP—ACEFA) has been implemented since 2017 for a period of 60 months following assignment agreement No. CCM 1397 03 W signed on July 14, 2017 for an amount of 62.3 billion FCFA. An amendment signed on August 03, 2022 extends the deadline for using the funds to December 31, 2024. After the two successive phases which made it possible to test its system on a pilot phase, then on a national phase, the PCP-ACEFA constitutes an opportunity coherent transition, with the institutional evolution of Cameroon and the necessary transformation of the existing system, towards a real modernization of the agricultural sector in its fundamental axes of advice to Family Farmers and support for productive projects.

The Program is implemented by a National Coordination, placed under the joint supervision of MINADER and MINEPIA and under the technical and budgetary supervision of a Steering Committee. Program activities are organized around four components including three technical components.

The implementation of Program activities translates into budget execution, the accounts of which must be closed and certified at the end of each fiscal year in accordance with the commitments made by the Government of Cameroon through the aforementioned Allocation Agreement.

In this context, a firm of chartered accountants approved by ONECCA will be selected to carry out the accounting and financial audit mission of the Programme. This is why a restricted call for tenders will be launched to recruit the audit firm responsible for carrying out this mission.

Summary of Program Objectives

Purpose: to sustainably improve the productivity and income of one million family farms by 2035, 500,000 by 2025, 350,000 by 2022.

General objective : to institutionalize the advisory system set up by ACEFA, co-managed and co-financed by the Profession, the State and donors, capable of offering a technical and economic advisory service adapted to the needs of family farms and organizations of producers.

Specific objectives for the 2017-2022 period:

- Improve the technical and economic management of 350,000 farms (individual and organized) and the capacities of producer organizations (POs) to provide services to their members;
- Promote agricultural entrepreneurship and increase production and processing in the value chains;

Call for the Expression of Interest

- Mobilize the profession and the agricultural sectors in the governance and financing of advice to, by 2022, a) create an advisory agency, b) continue and expand co-management by integrating new actors such as organized sectors, c) rebalance the financing of the counseling service between the State and its beneficiaries.

Program Coordination

Component 1 : Consolidation and improvement of the national agropastoral advisory mechanism

The aim is to maintain the advisory service set up by ACEFA while making the changes necessary to improve the impact in terms of the number of beneficiaries and economic results (productivity, income). For the advisory service, the aim is to provide: family farms and producer organizations with support of the "decision-making aid" type enabling them, respectively, to better control the management of their farms and to render services to their members (supply, processing, marketing, etc.).

Component 2 : Financing of agricultural entrepreneurship projects and supply chains

This involves providing financial support in the form of subsidies for investment projects carried out by producer organizations that have a direct impact on the income of EFAs and their competitiveness, and on the sectors.

Component 3 : Preparation for the institutionalization of the system, the expansion of its co-management and its co-financing

It is to :

- Realize the technical, institutional and legal feasibility of setting up a "national agency for agro-pastoral advice" and prepare for its creation;
- Mobilize the main sectors to participate in the governance and financing of this new structure ;
- Continue to strengthen the agricultural profession.

Component 4 : Coordination, management and monitoring-evaluation

The Program will be carried out by a National Coordination responsible for ensuring general supervision, administrative, financial and accounting management, monitoring and evaluation; as well as the conduct of any studies commissioned by it.

The financial circuit :

Administrative and financial management is decentralized in the Regional Coordinations to ensure greater efficiency. The award of public contracts and the acquisition of equipment is ensured by the National Coordination.

The funds pass through four special accounts opened in a commercial bank under the control of the Caisse Autonome d'Amortissement (CAA). These accounts make it possible to pay the expenses incurred at the level of the National Coordination of the Program and the supply of the auxiliary accounts opened in commercial banks at the level of each of the regions concerned by the Program.

Indicate the conditions for launching this audit. It is appropriate here to recall the terms of the agreement relating to the performance of audits and inspections and to specify the basis on which this audit takes place : audit provided for in the financing agreement, additional audit following an event, suspicions of fraud or corruption (with validation upstream of DCO to preserve the conduct of investigations), etc.

2. Subject:

The Minister of Finance, Project Owner of the Steering component, is launching a Call for Expression of Interest from firms registered with the National Order of Chartered Accountants of Cameroon with a view to the pre-selection of specialized service providers in anticipation of a Call for Shortlisted offers for the recruitment of an *Call for the Expression of Interest*

independent auditor to conduct an accounting and financial audit of the Agro-Pastoral advisory Consolidation And Sustainability Program (PCP—ACEFA) for the 2023 to 2024 financial years and closing.

The subsequent call for tenders will be organized as soon as the shortlist is adopted and will lead to the selection of the consulting firm for the provision of the services mentioned.

Groups comprising firms of which at least one of them is registered with ONECCA are authorized.

3. Participation:

Participation in this Call for Expression of Interest is opened to service delivery structures that are specialize in conducting audits of development projects and programs.

4. Qualification criteria:

This consultation is open to candidates who have a good knowledge of the Cameroonian administration, the context of debt relief and who have:

- Confirmed expertise and excellent audit/evaluation references in projects and programs in southern countries and in particular in Sub-Saharan Africa;
- necessary staff or undertake to recruit them for the services to be performed.

5. Funding:

The services, subject of this call for expression, are funded by the Agreement CCM 1278 01 S, line "Audits, Supervision, Communication, Consultants".

6. Application file:

Candidates interested in this Call for Expression of Interest will be required to provide the following documents, presented in two volumes:

6.1 Volume 1 (Administrative file)

- A letter of motivation duly signed, dated and stamped at the current rate by candidate;
- The original certificate of non-fee issued by the relevant tax office;
- The original certificate of non-bankruptcy issued by the competent authority of the consultant's place of residence dated less than three (3) months to the date of the tendering process;
- The original certificate of non-exclusion from public procurement issued by the Director General of the ARMP or by an official;
- The signed integrity statement (available on AFD's website: <http://www.afd.fr>);
- The grouping agreement (in case of grouping);
- The powers of the agent (in case of grouping).

NB: All firms forming a group will be required to provide the above documents individually.

6.2 Volume 2 (Technical File)

6.2.1 The list of supervisory staff

To carry out this audit mission, the firm will have to present six experts, therefore a mission leader and three seniors and 2 juniors presenting skills in accounting auditing.

The key personnel of the permanent accounting and financial audit mission must include at least:

- ✓ A head of mission, Chartered Accountant, having at least a Diploma of Higher Accounting Studies level BAC + 5 in accounting, with at least 10 years of experience in accounting and financial auditing of

programs and projects. He will have a good knowledge of the management procedures of programs and projects financed by international donors, and of the procedures for awarding and carrying out public contracts.

- ✓ Three (3) senior auditors, with at least a BAC + 5 level in accounting, control and audit, and with experience in financial and accounting auditing. Good knowledge of Cameroonian procedures for awarding and carrying out public contracts will be an asset.
- ✓ Two junior auditors with a minimum level of BAC plus 4 in accounting, control and audit and with experience in financial and accounting audit.

In general, the experts must have a good oral and written command of one of the official languages (English or/and French) of the State of Cameroon and skills in the second.

The Firm will provide the list of management personnel, accompanied by the following document, for each expert, dated less than three (03) months:

- Certificate of availability signed on honor by the expert concerned.

6.2.2 Candidate's References

The firms will present at least ten references in the audit services of public or private projects or programs carried out in sub-Saharan Africa over the past three years.

N.B.: To be validated, each reference in audit service must be justified by a photocopy of the final acceptance report, or the certificate of completion issued by the Project Owner or its departments or the certificate of release performance bond.

Preference will be given to references from public administrations or concessionaires (ministries, urban communities, parastatal organizations, etc.).

7. Submission of bids:

Bids written in French or English will be filed in four (04) copies, including (01) original and three (03) copies marked as such « COPY » under closed fold and sealed at the STADE-C2D s/c of the Ministry of Finance located in Nlongkak opposite WHO in the ground floor of the OYILI building, no later than ~~23 OCT 2023~~ **23 OCT 2023** -- at 3 p.m. The application file will also include a soft copy of the offer, deposited on a USB key or CD-rom. The application files must bear the following statement:

N° 00035

NOTICE OF CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST

N° 00035 /AAMI/MINFI/CTB-C2D/STADE-C2D/ 2023 OF ~~12 SEPT 2023~~ **12 SEPT 2023** FOR THE
SELECTION OF AN INDEPENDENT AUDITOR TO CONDUCT AN ACCOUNTING AND FINANCIAL AUDIT
OF THE AGRO-PASTORAL ADVISORY CONSOLIDATION AND SUSTAINABILITY PROGRAM (PCP—
ACEFA) FOR THE 2023 TO 2024 FINANCIAL YEARS AND CLOSING.

"NB: To be opened only during the bid opening session."

8. Examination of files and publication of results:

The registered files will be examined by a technical commission set up by the MINFI.

9. Evaluation of files

The criteria for evaluating the files will include:

9.1 -Eliminatory criteria

- Absence or non-compliance of an administrative document;

Call for the Expression of Interest

- Presence of falsified documents in the application file;
- Technical score less than 80 pts/100.

9.2 - Essential criteria

- **References of the firm in performing similar audit services in Sub-Saharan countries over the last trois (03) years - 60 pts (06 pts/reference, i.e. 10 separate references in total):**
- **Profile of the firm's permanent experts corresponding to the field of the mission (40 pts):**
 - ✓ A head of mission, Chartered Accountant, having at least a Diploma of Higher Accounting Studies level BAC + 5 in accounting, with at least 10 years of experience in accounting and financial auditing of programs and projects. He will have a good knowledge of the management procedures of programs and projects financed by international donors, and of the procedures for awarding and carrying out public contracts. (15 points).
 - ✓ Three (3) senior auditors, with at least a BAC + 5 level in accounting, control and audit, and with experience in financial and accounting auditing. Good knowledge of Cameroonian procedures for awarding and carrying out public contracts will be an asset. (5 points chacun).
 - ✓ Two junior auditors with a minimum level of BAC plus 4 in accounting, control and audit and with experience in financial and accounting audit. (5 points chacun)

NB: Only consulting firms which, following the evaluation, will have totaled a technical score at least equal to eighty (80) out of one hundred (100) will be selected to participate in the Restricted National Invitation to Tender (AONR). If more than six firms score above 80 out of 100, only the top six will be selected for the AONR.

10. Further information:

Additional information can be obtained during working hours at the Ministry of Finance - the Technical Support Secretariat to C2D Execution, located at Bastos in Yaounde (OYILI Building besides WHO), P.O.BOX: 33 232, Tel./Fax: (237) 22-20- 30- 57, Email: minfi_ctb_stadec2d@yahoo.com

Yaounde, the 12 SEPT 2023

THE MINISTER OF FINANCE PROJECT OWNER OF C2D STEERING

Ampliations :

- SOPECAM (pour publication)
- ARMP (pour publication)
- DG MARKET (pour publication)
- MINFI
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE



Louis Paul MOTAZE